

BTS NOTARIAT

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET MANAGÉRIAL DU NOTARIAT

SESSION 2011

Durée : 3 heures
Coefficient : 3

Matériel autorisé : Aucun

Documents à rendre avec la copie : Aucun

Dès que le sujet vous est remis, assurez-vous qu'il est complet.
Le sujet comporte 7 pages, numérotées de 1 / 7 à 7 / 7

BTS NOTARIAT		Session 2011
U3 - Environnement économique et managérial du notariat	NTE3ECO	Page 1 sur 7

LISTE DES ANNEXES

- **ANNEXE 1** : " Note de conjoncture de l'Insee, juin 2010 "
Source : <http://www.insee.fr> page 4
- **ANNEXE 2** : " Évolution en % de l'investissement matériel "
Source : *Insee, comptes nationaux* page 4
- **ANNEXE 3** : " Évolution à prix courants en milliards d'euros de l'investissement matériel "
Source : *Insee, comptes nationaux* page 5
- **ANNEXE 4** : " Faible reprise de la croissance en 2010 "
Source : *site de l'INSEE novembre 2010* pages 5 et 6
- **ANNEXE 5** : " La crise de la dette menace le crédit aux entreprises "
Source : *Le Monde 9 juin 2010* pages 6 et 7

PREMIÈRE PARTIE : TRAVAIL MÉTHODOLOGIQUE (12 POINTS)

A partir de vos connaissances et des informations contenues dans les annexes 1 à 5, répondre aux questions suivantes :

1. Donner une définition de l'investissement.
2. Caractériser les formes prises par l'investissement des ménages et des entreprises.
3. Identifier les secteurs institutionnels qui investissent le plus et analyser les variations de leurs investissements.
4. Comparer les déterminants de l'investissement des entreprises avec ceux des ménages.
5. Analyser les moyens dont disposent les entreprises pour financer leurs investissements.

DEUXIÈME PARTIE : RAISONNEMENT STRUCTURÉ (8 POINTS)

Depuis 2004, le Conseil Supérieur du Notariat incite les offices notariaux qui le souhaitent, à mettre en place une démarche qualité.

Parmi les 4533 offices recensés, 1392 sont engagés dans cette démarche et 122 sont certifiés.

A l'aide de vos connaissances, dans un raisonnement structuré, argumenté, introduit et conclu, traiter le sujet suivant :

La Démarche Qualité Notariale, un outil stratégique au service de la profession et des études.

ANNEXE 1 : Note de conjoncture de l'Insee, juin 2010

Reprise de l'investissement, sauf dans la construction

Les entrepreneurs relanceraient l'investissement de façon modérée dès le deuxième trimestre 2010 : le climat conjoncturel s'éclaircit mais les capacités productives restent sous-utilisées. Toutefois, cette reprise d'ensemble masquerait des évolutions contrastées. L'investissement en produits manufacturés continuerait de croître. Mais l'investissement en construction s'inscrirait encore en baisse, les effets de rattrapage dans les travaux publics ne faisant que limiter le repli. Au total, l'investissement des entreprises baisserait encore de 2,0 % en 2010, après une chute de 7,9 % en 2009.

L'investissement des ménages amorcerait un redressement

Depuis le début de l'année 2008, les ménages ont nettement réduit leur investissement, principalement constitué d'achats de logements neufs. Au premier trimestre 2010, il s'est ainsi établi 15 % en dessous de son niveau de fin 2007. Cependant, de premiers signaux positifs se font jour. Ainsi, les mises en chantier se sont redressées au cours des derniers trimestres et la demande de crédits immobiliers est orientée à la hausse. Par conséquent, l'investissement des ménages reculerait moins au deuxième trimestre et renouerait avec la croissance au second semestre. Au total, il se replierait néanmoins de 3,2 % en 2010 après une chute de 8,7 % en 2009.

Source : <http://www.insee.fr>

ANNEXE 2 : Évolution en % de l'investissement matériel

FBCF par secteur institutionnel en volume	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Sociétés et entreprises individuelles non financières	0.4	4.1	3.7	4.2	8.1	2.4	-8.0
Sociétés et entreprises individuelles financières	14.4	4.7	-6.5	18.6	-5.5	9.5	-16.2
Administrations publiques	5.9	2.3	6.9	-2.7	4.4	-2.8	0.5
Ménages hors entrepreneurs individuels	2.2	3.4	5.9	6.4	4.6	-2.7	-8.7
Institutions sans but lucratif au service des ménages	-2.7	-4.8	3.2	-1.2	11.4	15.3	10.9
Total des secteurs résidents	2.2	3.6	4.4	4.1	6.0	0.5	-7.1

Source : Insee, comptes nationaux

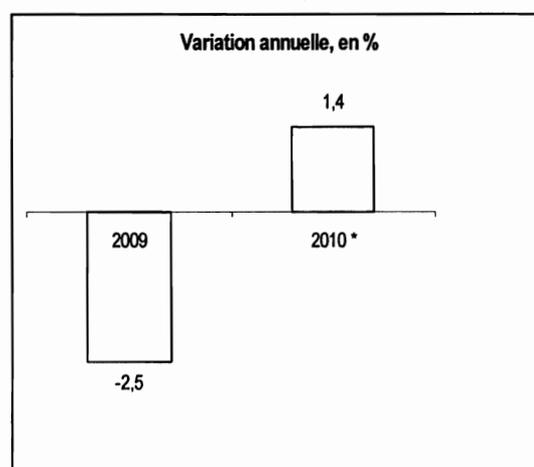
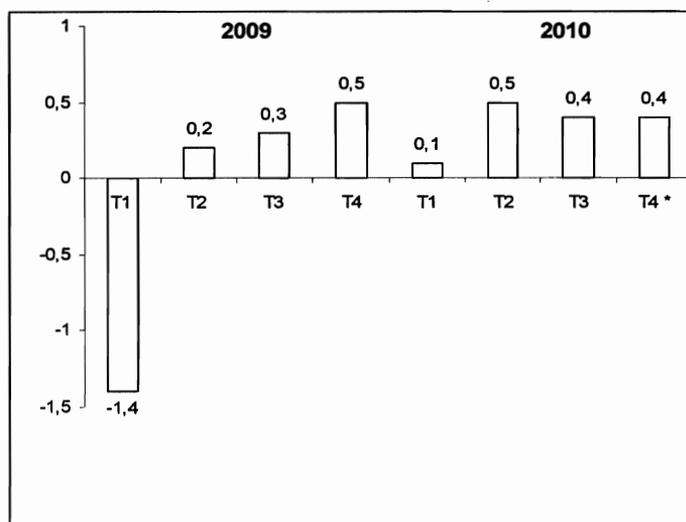
ANNEXE 3 : Évolution à prix courants en milliards d'euros de l'investissement matériel

FBCF par secteur institutionnel en valeur	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Sociétés et entreprises individuelles non financières	158.2	168.2	178.4	191.5	211.5	222.6	204.3
Sociétés et entreprises individuelles financières	12.4	13.0	12.6	15.5	14.6	16.5	13.7
Administrations publiques	49.0	51.6	57.0	57.8	62.2	63.4	63.9
Ménages hors entrepreneurs individuels	78.3	85.4	94.0	106.1	115.6	118.8	106.6
Institutions sans but lucratif au service des ménages	1.9	2.2	2.3	2.4	2.7	3.2	3.6
Total des secteurs résidents	299.8	320.4	344.3	373.3	406.6	424.5	392.1

Source : Insee, comptes nationaux

ANNEXE 4 : Faible reprise de la croissance en 2010

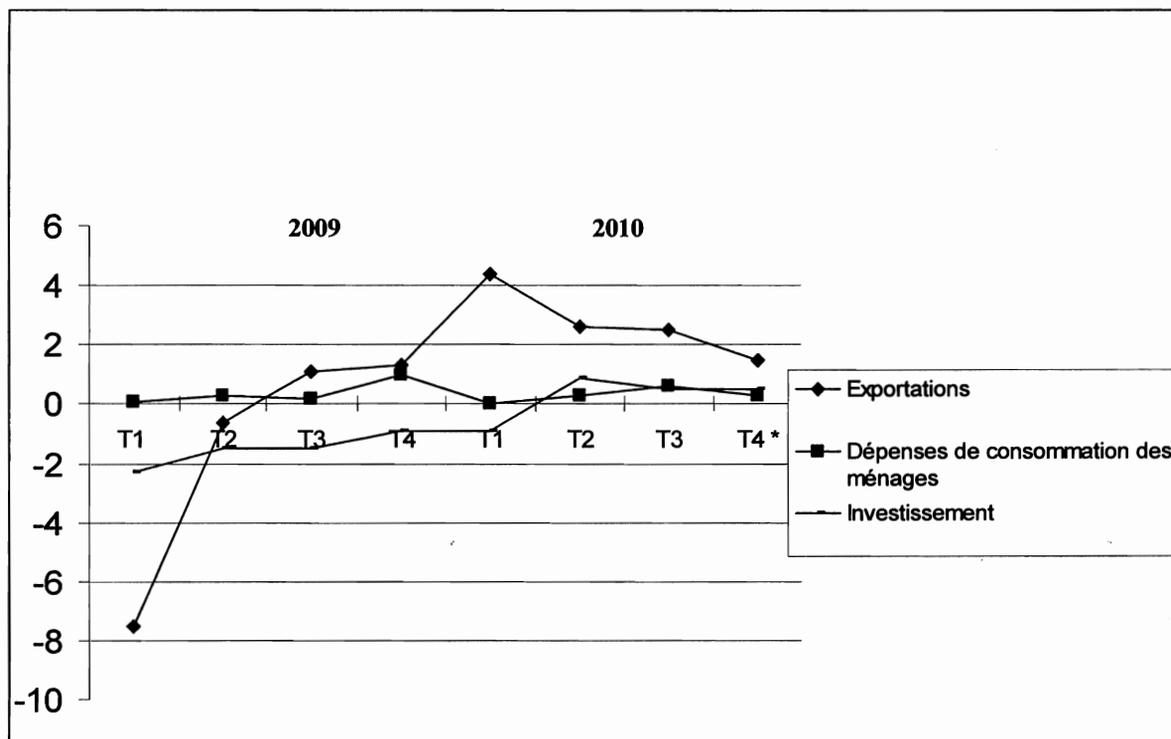
Variation trimestrielle du PIB, en %



* prévisions

Source : site de l'INSEE novembre 2010

Variation trimestrielle, en %



* prévisions

Source : Site de l'INSEE novembre 2010

ANNEXE 5 : La crise de la dette menace le crédit aux entreprises

Les entreprises européennes vont-elles payer les pots cassés de la crise de la dette publique ? Pour l'heure, il s'agit plus d'une menace que d'une réalité, mais de premiers indicateurs attestent de tensions sur l'accès aux liquidités dont les sociétés ont besoin pour leur financement.

Parmi ces signaux figure le véritable trou d'air enregistré depuis le début du mois de mai sur le marché obligataire. A quelques exceptions près, les grosses entreprises européennes ont littéralement déserté ce marché où elles peuvent se financer en émettant des titres d'emprunt. En pleine tourmente financière, elles n'ont pas osé affronter les investisseurs.

« On n'avait jamais assisté à un mois aussi faible depuis cinq ans », fait remarquer Philippe Berthelot, directeur de la gestion de crédit chez Natixis Asset Management.

« L'environnement est très volatil et amène les directeurs financiers à être extrêmement timorés, poursuit-il. Ils préfèrent attendre un contexte plus favorable avant d'émettre de la dette. »

Cette timidité est guidée par la crainte d'un effet de contagion, au vu des turbulences qui affectent la dette des Etats. Dans un rapport publié le 31 mai, la Banque centrale européenne (BCE) souligne d'ailleurs le *"risque de transmission"* de la crise souveraine aux banques et aux entreprises. Le patron de la BCE, Jean-Claude Trichet, expliquait lui-même, début mai, que *"les taux d'intérêt de la dette d'Etat influencent les conditions de financement de l'économie"*. En clair, lorsqu'un pays voit s'envoler les taux d'intérêt auquel il emprunte, ses entreprises sont généralement condamnées à subir le même sort. Tout le monde n'est donc pas logé à la même enseigne sur le marché obligataire [...].

Source : Le Monde 9 juin 2010